

Mario, Emmanuel, Jean et les autres

Jean-Marie Harribey

19 octobre 2014

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2014/10/19/mario-emmanuel-jean-et-les-autres>

C'est un mauvais film. Celui de la « vieille vague » néolibérale. Draghi, Macron et Tirole représentent les figures dépassées d'un système « à bout de souffle ». On aura remarqué que la plupart des commentateurs fascinés par l'idéologie faisant de la finance le maître du monde saluaient encore il y a quelques mois le « tournant social-démocrate » de François Hollande, alors qu'en fait de tournant, il tournait le dos à la social-démocratie. Et, voici quelques semaines à peine, le tournant avait tourné un peu plus puisqu'il était devenu « social-libéral ». Enfin, la « révolution » (au sens premier du terme) du gouvernement s'était accomplie puisque celui-ci était parvenu à « la feuille de route libérale d'Emmanuel Macron » (*Le Monde* du 16 octobre 2014). Désormais, les deux principaux instruments de politique économique, à savoir la politique monétaire et la politique budgétaire, sont en phase pour aller le plus loin possible dans la soumission de la société aux impératifs du capital. Je reviens ici sur le chemin qui va de la politique monétaire néolibérale à sa jumelle budgétaire.

L'euro n'est pas une vraie monnaie

La faiblesse, sinon l'échec retentissant de l'Union économique et monétaire est d'avoir construit un euro qui n'est pas une vraie monnaie, ou un euro dont l'incomplétude est immense.

En tant qu'institution sociale, une monnaie éteint les dettes privées parce qu'elle est elle-même toujours une dette. Mieux, elle est la dette ultime. Mais, pour qu'elle ait cette capacité, il faut qu'elle soit adossée à un collectif politique qui légitime et garantit son existence, que ce soit l'État national, comme ce fut le cas et comme cela l'est encore le plus souvent, ou bien une entité politique supra-nationale, comme cela aurait pu l'être en Europe. Or, précisément, l'euro ne dispose pas de cette entité politique.

Cette exigence est cruciale parce que la monnaie, outre le fait qu'elle soit validée par la puissance publique et par la production de valeur dans le système productif rendant possibles les échanges privés, elle est le lien entre les individus et le collectif politique par l'intermédiaire de la « dette sociale ». Attention, il ne s'agit pas ici du trou de la Sécurité sociale. Il s'agit de la contrepartie des actifs publics et des services issus de leur utilisation et rendus par les travailleurs qui y sont employés. En d'autres termes, la monnaie, en plus d'être un bien privé (pour ceux qui en possèdent), elle est le vecteur de la socialisation d'une partie de la valeur économique créée par le travail. Pas grand-chose qui ressemble à cela dans les gènes de l'euro.

La dimension publique du budget restreinte

On entend tous les jours le lamento des pleureuses patronales, gouvernementales et médiatiques, s'appuyant sur les tyroliennes pseudo-théoriques, dénonçant le trop-plein de dépenses publiques grevant les capacités de l'initiative privée et appelant aux dénommées « réformes structurelles ». La délégitimation de l'action publique est fondée sur l'idée que, par nature, le travail réalisé dans la sphère non marchande est improductif. Cette assertion ne résiste pas à deux secondes d'examen logique. J'ai essayé d'en apporter la démonstration

ailleurs¹, qui s'oppose en tout point à la croyance libérale et même à celle des marxistes traditionnels. L'argumentation se résume en trois temps.

1) Les travailleurs de la sphère non marchande ajoutent de la valeur à celle produite par les travailleurs de la sphère marchande. De ce fait, lesdits prélèvements obligatoires sont effectués sur un PIB déjà augmenté du fruit de l'activité non marchande.

2) Les impôts et cotisations ne « financent » pas les services non marchands et la protection sociale ; ils les paient collectivement. Leur financement a lieu quant à lui lorsque la collectivité anticipe l'existence de besoins collectifs, et donc investit et embauche, de la même manière que les capitalistes, anticipant des débouchés pour leurs marchandises, investissent et embauchent (il ne viendrait à personne l'idée que les acheteurs de voiture financent les chaînes automobiles, ils les paient).

3) Les ressources, tant humaines que matérielles, employées à produire des services non marchands ne sont plus disponibles pour le capital. C'est bien ce qui ennuie les thuriféraires de ce dernier qui voudraient bien tout privatiser. Mais le fait qu'elles ne soient plus disponibles ne doit pas être confondu avec un prétendu prélèvement sur ce qui est *déjà* produit pour le capital. Autrement dit, la controverse n'est pas économique car la question logique est tranchée. Elle est d'ordre politique : il s'agit de savoir quel est le degré de socialisation du paiement de biens ou services accepté par la société.

Quel est le lien de la politique budgétaire avec la monnaie et la politique monétaire ? Il est en ceci qu'il y a à tout moment un besoin de financement de l'activité économique, que celle-ci soit marchande ou non marchande, dès lors qu'elle est monétaire. Et que ce besoin de financement est exprimé à la fois par les décideurs privés et par les décideurs publics. Mais on sait que les traités européens ont imposé à ces derniers d'y renoncer pour qu'ils aillent obligatoirement sur les marchés financiers.

La conclusion est alors qu'une véritable banque centrale, chargée d'administrer une véritable monnaie, doit être un prêteur en dernier ressort pour les banques ordinaires et aussi pour la collectivité publique, c'est-à-dire l'État et les collectivités territoriales. Bref, la création monétaire au service de tous et non pas réservée aux capitalistes, voire aux spéculateurs. Quand on sait l'immensité des besoins qui ont trait à l'indispensable transition sociale et écologique, en termes d'investissements d'avenir, on mesure l'importance d'une réappropriation démocratique de la monnaie et du budget. Mario, Emmanuel, Jean et les autres l'ont eux aussi vraisemblablement compris. D'où leur acharnement à accomplir le « tournant » le plus vite possible.

¹ Pour les textes les plus récents, voir *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, LLL, 2013 ; *Les feuilles mortes du capitalisme, Chroniques de fin de cycle*, Le Bord de l'eau, 2014. Pour la discussion de cette thèse que je défends depuis vingt ans, voir mon site (<http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/index-valeur.html>). Également, au titre de sa défense, Bernard Friot l'a adoptée, mais, selon moi, en lui donnant une extension aux inactifs non fondée ; Christophe Ramaux se l'est aussi appropriée au sein de sa recherche sur « l'État social », mais sans la référencer explicitement.